

Quoi qu'il en soit, l'action menée par les partisans des banques islamiques a donné ses fruits. Un réseau de ces banques s'est développé à partir des années 1960 dans plusieurs pays musulmans et même dans certains pays occidentaux. Leur nombre s'accroît de plus en plus ainsi que leurs avoirs financiers qui atteignent maintenant des centaines de milliards de dollars. Elles s'emploient à diversifier leurs opérations aussi bien celles de financement que celles de collecte de fonds. Les *soukoux* (obligations) ont maintenant un marché relativement étendu. Des pays occidentaux ont commencé à y recourir.

L'existence des banques et des institutions financières islamiques a le mérite de permettre aux musulmans de prendre en charge la gestion d'une partie de leurs ressources financières et de se faire une place dans le système bancaire et financier opérant à travers le monde.

Toutefois, de nombreux défis restent à relever dans ce domaine. C'est ainsi qu'il n'existe pas de grandes banques islamiques de caractère international ni de grandes places financières islamiques.

Beaucoup d'organismes, d'institutions et d'instruments nécessaires pour l'exercice et le développement des activités bancaires et financières de caractère islamique manquent encore. Des chercheurs sincères et engagés déploient des efforts pour combler les lacunes en vue de mettre ces activités au même niveau que les activités bancaires et financières traditionnelles.

A côté d'eux, quelques *chouyoukh* ont fait de la conformité avec la charia un fonds de commerce qu'ils exploitent pour s'enrichir. Ils s'ingénient, pour se rendre indispensables, à introduire des complications de caractère formel dans la solution des problèmes qui se posent. Ces complications ne rendent pas les opérations ni plus sûres, ni plus équilibrées, ni plus justes.

L'industrie bancaire et financière isla-

mique a plutôt besoin de procédures simples et claires pour être plus facilement adaptée et se répandre davantage.

La Banque islamique de développement, installée à Djeddah, a précisément mis en place, dès son démarrage en 1975, des formes de financement conformes à la charia mais souples. Assistée par un juriconsulte éclairé, d'esprit ouvert, elle a pu diversifier et multiplier ses opérations de financement au profit des pays membres, tout en contribuant à étendre et à renforcer l'activité des banques et des institutions financières islamiques. Elle joue un rôle important dans ce secteur en s'attachant à

***Dans la mesure où la rémunération reçue par la banque islamique ou la banque conventionnelle, en contrepartie des financements accordés, correspond au juste prix des services rendus sans qu'il y ait ni abus ni préjudice, pourquoi l'autoriser dans un cas en l'appelant profit et l'interdire dans l'autre parce qu'il porte le nom d'intérêt ? Refusant cette distinction, et tenant compte de l'utilité du crédit bancaire, les juriconsultes d'El Azhar, en Egypte, estiment que l'intérêt bancaire est licite, ainsi que l'intérêt attaché aux bons et obligations du Trésor public.***

y mettre de l'ordre et à le doter d'un cadre réglementaire de façon à éviter les défaillances. Comme dans le secteur bancaire conventionnel, des banques islamiques mal gérées à cause de l'incompétence, l'imprudence ou la malhonnêteté de leurs dirigeants ont été liquidées et provoqué des difficultés à leurs clients et leur ont fait subir des dommages. C'est dire que les appels pour plus de moralité dans les activités bancaires et financières s'adressent aussi bien à celles qui sont conventionnelles qu'à celles qui sont islamiques. Il est indispensable que les responsables de ces institutions ne soient pas mus uniquement par la réalisation de profit mais qu'ils exercent leurs fonctions dans le but de servir la société et l'économie dans le respect des

principes de probité, de prudence, de transparence et de dévouement. Ils doivent considérer leurs activités comme un service public qui fonctionne en conformité avec les exigences de ce dernier.

Pour revenir à la question du *riba*, il y a lieu d'indiquer qu'une banque, qu'elle soit conventionnelle ou islamique, a besoin pour continuer à exister et à fonctionner de collecter des fonds, qu'elle rémunère en partie, et d'utiliser ces fonds pour consentir des financements (des crédits) auxquels elle doit appliquer une rémunération pour avoir des revenus. Ces revenus lui sont nécessaires pour faire face à ses dépenses

d'équipement et de fonctionnement. Ils lui sont nécessaires également pour réaliser des bénéfices et pouvoir ainsi distribuer des dividendes à ses actionnaires, se développer et payer des impôts. Aucune banque ne peut survivre, si elle accorde le crédit sans intérêt (*kardih hassan*). L'Etat attribue parfois, lorsqu'il dispose de beaucoup de ressources, ce genre de prêt (sans intérêt) mais cela ne fait pas partie de la bonne gestion des fonds publics.

Dans la mesure où la rémunération reçue par la banque islamique ou la banque conventionnelle, en contrepartie des financements accordés, correspond au juste prix des services rendus sans qu'il y ait ni abus ni préjudice, pourquoi l'autoriser dans un cas en l'appelant profit et l'interdire

dans l'autre parce qu'il porte le nom d'intérêt ? Refusant cette distinction, et tenant compte de l'utilité du crédit bancaire, les juriconsultes d'El Azhar, en Egypte, estiment que l'intérêt bancaire est licite, ainsi que l'intérêt attaché aux bons et obligations du Trésor public.

Ceux qui continuent à considérer l'intérêt bancaire comme étant *riba* se divisent en deux catégories. L'une a eu une réaction positive qui s'est traduite, comme indiqué, ci-dessus, par la constitution d'un réseau de banques islamiques qui fonctionne, selon elle, en conformité avec la charia et qui rend d'appréciables services.

L'autre catégorie ne propose rien. Elle se contente de répéter les versets, les hadiths et les commentaires des exégètes des premiers siècles de l'islam qui condamnent le *riba* et d'agiter la menace du châtiement divin à l'intention de ceux qui y recourent. Bien que le Coran incite les êtres humains à utiliser la raison dont ils sont dotés, à réfléchir, ceux qui se réfèrent à l'interdiction du *riba* ne cherchent pas à savoir dans quelles circonstances sont intervenus les versets et les hadiths qui l'interdisent et quels sont les opérations et les comportements qu'ils visent. Alors que le Coran et les hadiths condamnent le *riba* qui était pratiqué davantage dans les échanges de marchandises, comme cela a été déjà indiqué, ils ne dénoncent que très rarement la spéculation, l'exagération de la hausse de prix pour réaliser plus de bénéfices, la vente d'articles de contrefaçon, l'écoulement de produits alimentaires périmés, etc.

Ils restent complètement sourds aux arguments qui montrent que l'activité bancaire et l'intérêt qu'elle applique sont différents des pratiques considérées comme *riba* et ne peuvent, de ce fait, être déclarés illicites. Ils continuent ainsi à mener leur action nuisible sur tous les plans en se servant de la religion.

B. N.